



La Commune



Un souffle nouveau

Chronique d'une fin de régime

" La France traverse un moment d'irrationalité ". Voilà comment le député Julien Dray résume la situation lorsque, soudainement, les sondages s'inversent, pour dire non au traité constitutionnel européen à 51, puis 52 et 55 %. En 1995, quelques semaines avant la grande grève de novembre-décembre, on nous avait fait le coup de " la France en dépression nerveuse ". En 1968, deux mois avant la grève générale, un chroniqueur du Monde avait décrété : " la France s'ennuie ". Décidément, que de clairvoyance !

On l'aura compris, Julien Dray voit d'un très mauvais oeil venir une éventuelle victoire du *non* au référendum ; mais, à ce jour, c'est son parti qui est en charpie, en proie à ce qu'il appellerait, lui, avec ses talents cachés de psychanalyste de monoprix, " *un moment d'irrationalité* ", pour ne pas dire de schizophrénie politique.

Revenu de tout sans être allé nulle part, sinon à la LCR, aventurier sans aventure, Julien Dray est un de ces dirigeants du PS qui aspirent à être une figure de proue du oui et qui trouveront sans doute rationnel que Ségolène Royal ait pu monter au créneau contre la grève des agents d'escala de l'aéroport d'Orly en ces termes : " *cette explosion sauvage d'un mouvement de grève qui n'est pas bon pour le service public et pour les usagers* ". Autre question : la " rationalité " commande-t-elle à son chef Hollande de supplier Chirac d'intervenir dans la campagne électorale pour faire rentrer le oui dans les têtes ?

Rengaines usées

À tout prendre, les propos de l'arrogant Julien Dray sont la pâle copie des tirades de Giscard proclamant que les adversaires de sa sacro-sainte Constitution sont " *débiles* ". Misère de la psychiatrie !

Mais quel électeur socialiste normalement constitué, à qui on a déjà fait le coup du vote obligé pour Chirac en 2002 en agitant le spectre hideux de l'extrême droite " *aux portes du pouvoir* " (LCR aidant), peut-il supporter sans broncher de voir, en 2005, Hollande serrer sans le moindre scrupule les coudes avec Sarkozy pour que le oui l'emporte, contre les salariés et leurs droits ? À croire que les choses ne se passent jamais comme prévu. Lorsque Chirac a décidé qu'il y aurait un référendum pour ratifier cette Constitution versaillaise, il comptait non seulement sur l'allégeance de la direction du PS, mais encore sur la neutralité plus que bienveillante du bureau confédéral de la CGT, dont Le Duigou, l'éminence grise de Thibault, est un ardent partisan du regroupement " *Tous ensemble pour le oui* ", main dans la main avec le ministre Barnier qui, dans une autre vie très récente, était commissaire " européen ".

Le non du CCN de la CGT, premier coup de semonce

De prime abord, le scénario était ficelé d'avance, cousu de fil blanc. La CGT, à défaut d'appeler à voter oui, se réfugierait dans une neutralité positive.

Ainsi même, sans anicroche, le PS dans sa masse deviendrait le bras armé du oui, à coup sûr. Et lorsque le référendum interne au PS, moyennant quelques semaines de suspense, donna le oui gagnant, tout semblait baigner dans l'huile. Mais, le 3 février, l'horizon s'obscurcit à nouveau du côté des tenants du oui quand le Comité Confédéral National de la CGT, désavouant la direction de la centrale, se prononce pour le non.

C'est alors que le 10 mars, par centaines de milliers, dans toute la France, public-privé au coude à coude, les salariés descendent dans les rues pour les salaires et les effectifs, contre le Medef, contre le gouvernement.

Le fond de l'air est de plus en plus rouge

Le fond de l'air devient de plus en plus rouge. Au fond de l'air, nous sentons comme une odeur ... de mai-juin 68. La fantastique vague de grèves lycéennes qui refuse de rentrer dans son lit, et ce malgré l'isolement organisé par les organisations syndicales enseignantes, au premier rang desquelles la FSU, l'irruption soudaine des salariés du privé dans les manifestations, leur affirmation dans des grèves qui font tache d'huile, de Peugeot à Castorama, en même temps que les postiers de Pau puis des Bouches du Rhône et, maintenant, les tramonts de Marseille, les roulants de la SNCF, les caissières de Carrefour ...

Des lycéens qui, dans l'improvisation, le 24 mars, tentent d'atteindre le Palais Bourbon où s'achèvent, en toute hâte, les formalités du vote de la loi Fillon. Des lycéens que l'on tente d'enfermer dans leurs lycées et qui n'en démordent pas, sont tendus vers le but qu'ils ont fixé librement : retrait total de la réforme Fillon. Des grévistes de Peugeot-Citroën Aulnay, soutenus par les syndicats CGT, SUD et CFTD de leur usine qui, refusant le chômage partiel programmé à l'avance par les patrons, diffusent leur propre tract le long de la manifestation parisienne du 10.

Cet appel retentit du fond des tripes de ces ouvriers dont on ne parle jamais et qui gagnent en moyenne 1200 € sur des postes de production de plus en plus chargés au moment où, dans les chantiers, les services, les usines et les bureaux, s'élève et s'affirme la revendication d'augmentation générale des salaires et des effectifs, partout, au moment où les conducteurs de trains rejettent la notation au mérite qui est un des leviers pour diminuer le coût du travail.

Eh bien, dans toutes ces revendications, ces grèves, ces manifestations contre le MEDEF, contre le gouvernement, nous trouvons, en réalité, tout le contenu social que prend en charge la bataille pour l'unité pour la victoire du non. C'est d'ailleurs ce qu'exprimait cette pancarte rédigée à la main brandie par un des innombrables manifestants du 10 mars : " *Non, nous ne voterons pas comme le Medef* ", ou cette autre pancarte aperçue sur le pont d'Austerlitz, ce jour-là : " *Ce n'est pas la rue qui gouverne, mais c'est elle qui vote non à la Constitution* ".

Dimanche 20 mars, le printemps commence mal pour Chirac et Hollande, car deux sondages publiés la veille et l'avant-veille placent le non en tête. Il est alors de bon ton de fustiger la directive Bolkestein, qui veut que, quel que soit le pays où une entreprise de services s'implante, ce soit le droit de son pays d'origine qui s'applique.

Miroir aux alouettes

Outre que cette directive a été concoctée avec le concours de commissaires " européens " bien de chez nous et homologuée par les gouvernements successifs qui défendent les lois de ce grand marché qu'est l'Union Européenne, elle est une des sources du traité constitutionnel orchestré par Giscard. Sa " *révision en profondeur* ", qu'agitent Chirac et Hollande, n'est rien d'autre que sa réactualisation dès le lendemain du référendum, si le oui l'emporte. Personne n'est dupe de cette manoeuvre qui s'inscrit dans toute une série de tentatives gouvernementales d'amadouer les travailleurs, en faisant miroiter par exemple aux fonctionnaires et aux salariés du privé des augmentations substantielles de leur pouvoir d'achat, tout en jouant la montre.

Salaires " au mérite "

Ces annonces ne sont cependant pas anodines ; elles préparent un système d'augmentations individualisées au " *mérite* ", par opposition à ce qu'on appelle le " *glissement vieillesse-technicité* " qui désigne les augmentations dues à l'ancienneté et aux diplômes obtenus, procédant d'un droit collectif à la progression des salaires selon le coût de la vie, selon l'ancienneté et selon la qualification professionnelle acquise. Quant à la " *participation* " dont Raffarin se targue d'ouvrir les vannes, c'est une vieille lune chère à Charles de Gaulle pour inféoder les augmentations des salaires aux résultats nets d'exploitation, par opposition aux augmentations de salaires selon l'évolution du coût de la vie et des besoins sociaux.

De son côté, Chirac, pressé par le PS et l'UDF de mouiller le maillot pour le oui, marche sur des oeufs, comme s'il " anticipait " sur la victoire du *non*. Promettant d'intervenir dans la campagne " *le moment venu* ", il a pris soin de dire qu'il " *respectait* " autant les partisans du oui que ceux du non et les électeurs tentés par l'abstention, prenant attachement " *ne stigmatiser ni les uns, ni les autres* ", répétant à l'envi que ce référendum n'est pas un plébiscite.

Quoi qu'il en soit, si de simples sondages mettent le feu à ce marché commun baptisé " *Union Européenne* ", c'est déjà, en soi, une première victoire pour tous les gens qui souffrent, pour tous les ouvriers et les jeunes qui luttent. En effet, la simple annonce des 51, puis des 52 et des 55 % - crescendo - pour le non résonne comme un appel à la lutte, à l'action, au combat pour des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes.

Tous unis pour la victoire du *non* le 29 mai

Au point où nous en sommes, le développement des grèves nourrit la bataille qui peut et doit conduire à la victoire du *non*, et la bataille pour le non agit comme un stimulant pour l'action de classe, en masse et en bloc, en vue d'arracher les revendications vitales.

C'est pourquoi la victoire est à portée de main. Partout, dans les services, dans les usines, sur les chantiers, dans les cités, les travailleurs, les jeunes, les retraités et les chômeurs parlent de ce référendum, s'enthousiasment des sondages qui donnent le non en tête, et sont choqués de voir Hollande et Sarkozy faire cause commune, toute honte bue. Rien n'est plus rationnel que leur combativité, leur détermination et leur espoir. Mais cela, ni Julien Dray, ni Ségolène Royal, ni François Hollande ne l'ont compris. C'est leur appareil, et non le peuple, qui est en proie à toutes les crises de nerfs.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »